

AU LUXEMBOURG

■ FINTECH AWARDS

KPMG a dévoilé, vendredi, les noms des 15 demi-finalistes de «Fintech Awards». Parmi les heureux élus, on trouve trois Luxembourgeois : BitValley actif dans le domaine de la blockchain, Apenitis SARL et Algoreg appartenant aux regtech (les technologies destinées à faciliter la gestion des risques réglementaires). Le nom du grand vainqueur sera révélé dans la foulée de la grande finale, mercredi.

■ ANNIVERSAIRE

Le portail national de la formation tout au long de la vie, lifelong-learning.lu, a 15 ans. L'INFPFC a fêté cet anniversaire particulier mercredi, a-t-on appris vendredi. La création de ce portail visait à rendre concret le concept de formation tout au long de sa vie afin de «faciliter l'accès à l'information sur la formation et, par voie de conséquence, à faciliter l'accès à la formation à tout un chacun», selon l'INFPFC. En tout, 242 organismes de formation sont membres de lifelong-learning.lu. Cette année, 9 300 formations sont proposées par les organismes de formation.

■ APATEQ

L'entreprise APATEQ installée à Luxembourg fournit un système de traitement des lixiviats pour la plus grande décharge privée de Sicile, a-t-on appris vendredi.



Gare à l'explosion de la dette!

Selon Yves Nosbuch, le président du CNFP, il y a un risque à long terme pour la soutenabilité des finances publiques.

Entre faits et explications très techniques, il a indiqué que les règles budgétaires devraient être respectées cette année et en 2019. La classe politique devra prendre des mesures pour éviter qu'à l'horizon 2070 les finances publiques courent un grand danger.

De notre journaliste
Aude Forestier

Cette année, le Conseil national des finances publiques (CNFP) a livré deux évaluations pour le prix d'une. Vendredi, Yves Nosbuch, son président, a présenté l'évaluation des finances publiques du pays. «À court terme, pour cette année et l'année prochaine, il semble que toutes les règles budgétaires devraient être respectées», a-t-il af-

firmé. Le solde structurel, c'est-à-dire le solde budgétaire corrigé des variations conjoncturelles, «devrait se situer au-dessus de l'objectif à moyen terme qui est imposé par la Commission européenne» (-0,5 % du PIB). Par ailleurs, un nouvel objectif à moyen terme (OMT) sera fixé en avril pour les années 2020 à 2022. Si à court et moyen termes «a priori il n'y a pas de risque substantiel pour la soutenabilité de nos finances publiques», d'après Yves Nosbuch, à long terme, ça risque de se gâter. Le fameux OMT minimal applicable au niveau européen sera calculé par Bruxelles sur la base de nouvelles projections démographiques. La Commission européenne ne table plus sur une population du Luxembourg de

1,1 million de personnes en 2060, mais sur 990 000 personnes pour cette même année et 1,04 million en 2070.

➤ Croissance, emploi : des erreurs de prévisions

On pourrait se retrouver face à des «déficiences considérables, notamment en lien avec l'augmentation des coûts liés au vieillissement de la population, qui vont arriver au cours des décennies à venir». Dans son analyse d'octobre 2017, le risque de soutenabilité à long terme des finances publiques était «moyen». Car l'indicateur S2 (l'ajustement minimal du solde structurel primaire qui est nécessaire chaque année pour stabili-

ser le ratio d'endettement public à long terme) se situait à 5,7 points de pourcentage du PIB. En 2060, l'indicateur serait à 6,8 points de pourcentage du PIB.

D'après les derniers calculs de la Commission européenne sur base d'un horizon temporel de 2070, l'indicateur S2 passerait largement au-dessus du seuil des 6 points de pourcentage du PIB. Et sur les critères de la Commission européenne, le Grand-Duché est confronté à «un risque élevé pour la soutenabilité à long terme des finances publiques». «Ce qui veut dire qu'il va falloir prendre des mesures à un moment», a prévenu le président de la CNFP sans dire lesquelles. La prise de décision appartenant au personnel politique. «Bien évidemment, plus on attend pour prendre des mesures, plus ces mesures vont être mordantes au moment où elles devront être prises. Elles vont tomber sur les jeunes et les générations futures. Plutôt on commence, moins les ajustements sont importants», a ajouté le président du Conseil national des finances publiques. Car il y a un risque d'explosion de la dette. En prenant l'hypothèse d'un solde structurel primaire à 0,6 % du PIB à partir de 2019, on pourrait avoir un ratio d'endettement public qui dépasserait le seuil de dette publique de 30 % du PIB à partir de 2041. Le seuil de 60 % du PIB serait atteint à partir de 2048. «Par la suite, le ratio d'endettement public augmenterait fortement pour s'élever à 156 % du PIB en 2060 et 286 % du PIB en 2070.»

Le CNFP a également passé à la loupe les prévisions macroéconomiques et budgétaires. Il a repéré des «erreurs de prévisions et de tests statistiques». L'évaluation de la fiabilité des prévisions macroéconomiques a été jugée «globalement positive». Cependant, il a été constaté que les prévisions de taux de croissance de l'emploi sont «significativement biaisées dans le sens d'une sous-estimation systématique sur la période de 1996 à 2016». En ce qui concerne les prévisions budgétaires, l'évaluation révèle une «importante distorsion» des prévisions du solde nominal des administrations publiques entre 2006 et 2016. Les résultats sont, d'après le CNFP, «globalement cohérents» avec ceux publiés par le Statec dans la note de conjoncture de novembre 2016.



Yves Nosbuch, le président du Conseil national des finances publiques (CNFP), a livré, vendredi, les prévisions à long terme concernant la dette de l'État.

Le boom du bitcoin? Une manipulation

Selon une étude, la hausse du bitcoin l'année dernière serait le résultat d'une manipulation d'une plateforme d'échange.

Le flambée du bitcoin fin 2017, et de plusieurs autres cryptomonnaies, pourrait provenir d'une manipulation des cours, affirment les auteurs d'une étude parue en milieu de semaine, confirmant les inquiétudes de certains acteurs du marché.

L'instrument de la fraude : le tether, une cryptomonnaie développé par Bitfinex, l'une des principales plateformes d'échange. Sa particularité est d'avoir un cours amarré au dollar, ses fondateurs s'engageant à n'émettre un tether qu'en échange d'un dollar, qui pourra être récupéré à tout moment.

Il y aurait donc autant de tethers en circulation que de dollars dans les coffres de la société émettrice. L'intérêt de cette cryptomonnaie? Pouvoir faciliter et accélérer les échanges en utilisant une monnaie virtuelle plutôt qu'une monnaie classique. Mais selon une étude publiée par John Griffin, professeur de finance à l'université du Texas, et Amin Shams, un étudiant diplômé, le tether pourrait

surtout être responsable de la hausse des cours d'autres cryptomonnaies, dont la plus célèbre, le bitcoin, a atteint une valeur de 19 500 dollars en décembre, avant de retomber autour des 6 500 dollars actuellement.

Les auteurs ont ainsi constaté que des achats massifs en tethers ont suivi des périodes de baisse de la principale monnaie virtuelle et qu'ils «se sont traduits par des augmentations considérables du prix du bitcoin».

➤ Dans soupçonné déjà le passé

L'étude, réalisée entre mars 2017 et mars 2018, se focalise sur les heures où des transactions importantes ont été réalisées à la fois en tether et en d'autres cryptomonnaies. «Moins de 1 % des heures avec de telles transactions en tethers est associé à 50 % de la montée fulgurante du bitcoin et à 64 % de celles des principales autres cryptomonnaies», ont-ils résumé, précisant qu'une telle confi-

guration ne s'était pas reproduite en 10 000 simulations aléatoires.

L'étude évoque l'hypothèse que Bitfinex aurait émis plus de tethers que demandé, ce que suspectaient certains commentateurs depuis plusieurs mois. «L'émission de tethers pourrait significativement faire grimper les prix des cryptomonnaies en générant une demande artificielle pour celles-ci», a-t-elle souligné. «Si le cours du bitcoin augmente, alors les fondateurs peuvent vendre les bitcoins acquis contre des dollars, probablement à un rythme plus lent et de manière opaque» afin d'éviter une baisse des cours équivalente à la hausse qu'ils ont provoqué, et reconstituer leur réserve de billet vert.

Ce n'est pas la première fois que la plateforme attire les soupçons. Fin janvier, l'agence Bloomberg avait dévoilé qu'elle avait été assignée par la Commodity Futures Trading Commission, l'autorité américaine de régulation des marchés à terme et des produits dérivés.

Le marché auto ralentit

Mais les constructeurs français (PSA, Renault) font mieux que résister.

Le marché automobile européen a nettement ralenti en mai (+0,8 %), après sa progression de près de 10 % en avril, affecté par une baisse des livraisons en Allemagne et en Italie, selon des statistiques publiées vendredi.

Les marques françaises ont fait mieux que la moyenne. Les immatriculations du groupe PSA (Peugeot, Citroën, DS) ont bondi de 58 %, grâce à l'ajout des marques Opel et Vauxhall rachetées l'an dernier à General Motors, alors que le groupe Renault a progressé de 6,4 %, d'après les chiffres de l'Association des constructeurs européens d'automobiles (ACEA).

Si le marché français est resté stable (+0,1 %), les hausses de l'Espagne (+7,2 %) et du Royaume-Uni (+3,4 %) ont été compensées par les baisses de l'Allemagne (-5,8 %) et de l'Italie (-2,8 %). Au total, environ 1,4 million d'automobiles neuves ont été mises sur les routes de l'UE le mois dernier.

Sur les cinq premiers mois de l'année, le marché européen reste en progression de 2,4 %, au-dessus de la prévision d'une hausse de 1 % an-

noncée en janvier par l'ACEA.

Parmi les cinq plus grands marchés nationaux, seul le Royaume-Uni a vu ses immatriculations baisser de janvier à mai (-6,8 %).

Le groupe Volkswagen a continué de renforcer sa domination en Europe le mois dernier, en progressant de 4,2 % à 351 000 voitures écoulées. Le géant allemand aux 12 marques représente une voiture écoulée sur quatre.

La marque Volkswagen a fait encore mieux (+6,3 %) et ne semble pas souffrir du scandale de ses moteurs diesels truqués alors que son nouveau SUV (4x4 de loisir) T-Roc a reçu un bon accueil du public. Au sein du groupe, Porsche (+6,9 %) et surtout Seat (+25,7 %) sont en forme, mais le label haut de gamme Audi recule (-5,2 %) tout comme Skoda (-1,4 %).

En deuxième position, le groupe PSA a immatriculé près de 224 000 voitures. Peugeot (+3,4 %) continue de profiter du succès commercial de son SUV (4x4 urbain) 3008 alors que le nouveau DS7 Crossback soutient les livraisons de la marque DS.